

JEUNES ET DROGUES

Les comportements à risques sont multiples

Alain Massen est psychologue diplômé et chargé de direction de Médecins sans Frontières (MSF) - Solidarité Jeunes. Il travaille avec des jeunes consommant des drogues, surtout du cannabis.



Un p'tit joint, deux p'tit joints ... Le cannabis est un phénomène de société largement répandu. (photos: Christian Mosar)

woux: *MSF-Solidarité Jeunes est une structure d'aide qui s'adresse aux mineurs d'âge sujets à une "consommation abusive de drogues", ainsi qu'à leurs parents ou aux institutions qui s'en occupent. A partir de quand peut-on parler d'une consommation abusive?*

Alain Massen: Il est évidemment difficile de définir une consommation abusive de manière bien claire. Quand un jeune vient nous voir, ou qu'il est envoyé ici, c'est à cause de sa consommation de drogues. Déterminer si celle-ci est maintenant abusive ou non, dépend aussi de la sensibilité des gens. Certains pa-

rents sont pris de panique dès le premier joint fumé par leur enfant, d'autres attendent plus longtemps pour s'inquiéter vraiment. Pour nous, il est surtout important de faire une différence entre des gens qui consomment occasionnellement, dans un contexte plutôt sain, pour s'amuser et pour parta-

ger quelque chose avec d'autres personnes, et le jeune qui consomme, en fait, pour fuir certains problèmes, pour arriver à mieux accepter sa vie en général, ou pour se recroqueviller sur lui-même. Comme notre service est principalement confronté à la consommation de cannabis, il est important de faire cette différence entre deux méthodes de consommation de drogues bien distinctes.

Est-ce facile de faire accepter à un jeune que sa consommation de cannabis est problématique?

Parfois c'est très difficile. Dans notre travail, nous sommes souvent confrontés à des jeunes que d'autres personnes ont forcés à venir nous voir. Ils ne comprennent pas pourquoi et voudraient avant tout qu'on les laisse en paix. Mais bon: même si le jeune en question n'accepte pas que son usage de drogues soit problématique, il a des difficultés avec ses parents ou encore avec la Police à cause de sa consommation. On essaie donc de faire prendre conscience au jeune que sa consommation est quand même une source de problèmes. C'est là une première étape que l'on réalise d'habitude assez rapidement.

D'un autre côté, il y a aussi des jeunes qui disent dès le début qu'ils fument des joints toute la journée parce qu'ils cherchent à oublier leur quotidien et leurs problèmes.

Jusqu'à quel point le jeune lui-même est-il impliqué dans sa "prise en charge" par vos services?

Avant tout, nous écoutons le jeune pour voir comment, lui, ressent la situation, et quels sont ses besoins. Dans le meilleur des cas - cela ne réussit malheureusement pas toujours - nous élaborons, en compagnie du jeune, des propositions à soumettre aux autres acteurs du problème pour trouver un terrain d'entente. On veut ainsi faire sentir au jeune qu'il peut lui-même prendre des décisions et qu'il a aussi des droits et non seulement des obligations. Souvent, le jeune apprécie qu'il ait chez nous une place où il peut dire son opinion ouvertement, sans que nous le jugions pour autant. Cette démarche est assez efficace. Beaucoup de jeunes, réticents à venir nous voir au début, ont ainsi plaisir à venir peu de temps après. La drogue n'est alors plus qu'une sorte d'excuse ayant permis un premier contact pour résoudre, avec les jeunes, les problèmes qu'ils rencontrent en général.

S'il n'est pas étonnant de voir l'importance que prend le cannabis dans votre travail, il semble quand même curieux que vous ne soyez presque jamais consultés pour abus d'alcool.

C'est sans doute que notre société ne s'inquiète plus que rarement de la consommation d'alcool chez les jeunes. Quand un jeune rentre bourré, cela n'aura sans doute pas beaucoup de conséquences. Mais s'il consomme une drogue illégale, ses parents cèdent plus souvent à la panique et cherchent de l'aide. Il y a plus de jeunes qui consomment de l'alcool que de jeunes prenant des drogues illégales, mais la réaction de la société est différente dans les deux cas. Récemment, lors d'une discussion avec un représentant du Parquet, celui-ci admettait que pour lui la consommation d'alcool peut être problématique chez un jeune. Mais voilà, il est bien rare qu'un parent ou que la Police les contacte parce qu'un jeune a trop bu. Généralement la Police le reconduit à la maison et n'en fait pas plus dans ces cas.

Mais la consommation d'alcool des parents ou des camarades de classe, n'est-elle pas un argument souvent invoqué par les jeunes auquel-les on reproche de consommer du cannabis?

Si. Les jeunes disent presque toujours à leurs parents qu'eux boivent de l'alcool et que c'est bien plus dangereux pour la santé que leur joint. Mais dans notre travail nous n'encourageons pas ces discussions qui, rapidement, ne font plus que tourner en rond et empêchent d'avancer. Nous sommes confrontés au fait que l'on reproche une consommation abusive d'une drogue illégale, et qu'il y a donc une demande de changement d'attitude envers ce jeune. Le fait que l'alcool soit plus dangereux ou non que le cannabis n'a pas vraiment d'importance quant à cette situation concrète, pour laquelle il s'agit de trouver une solution. Mais il est évident que MSF - Solidarité Jeunes ne va ni banaliser, ni dramatiser l'u-

MSF - Solidarité Jeunes en bref

L'objectif que s'est donné MSF - Solidarité Jeunes se définit ainsi: "... apporter une aide d'ordre psychosocial et thérapeutique aux mineurs d'âge, à leurs familles et aux institutions lorsqu'ils se retrouvent confrontés à une consommation abusive de drogues." Un but qui doit être réalisé grâce à une équipe ambulatoire composée actuellement de quatre psychologues diplômé-e-s (dont deux à plein temps et deux à mi-temps). Le rapport d'activités pour l'année 2000 précise: "Notre travail ne peut [...] se concevoir comme un service de consultation classique avec une relation exclusive entre deux êtres humains (le thérapeute et le client). Dans notre approche pragmatique d'orientation systémique, il importe surtout d'intégrer le plus possible tous les acteurs et intervenants d'une situation, qu'ils soient membres de la famille ou des représentants d'instances ou d'institutions s'occupant de ces jeunes." 132 "situations", dont 91 nouvelles, ont ainsi été prises en charge par MSF - Solidarité Jeunes en 2000. La grande augmentation des demandes pendant l'année passée est sans doute due au fait que ce service est de plus en plus connu, mais MSF y voit aussi un "réel besoin au niveau des familles et des institutions de recourir au soutien que nous proposons". La tranche d'âge la plus représentée parmi leur "clientèle" est celle des 16-17 ans, qui constitue plus de la moitié des prises en charge. Les jeunes impliqué-e-s sont d'avantage masculins. "Les filles représentent un tiers de notre population, ce qui correspond aux données observées dans d'autres services. Il serait intéressant de faire une étude à ce sujet pour savoir si vraiment

les jeunes filles consomment moins de substances psychoactives ou si, dans l'autre hypothèse, elles ont une consommation 'plus cachée' respectivement posant moins de difficultés à leur entourage familial et institutionnel", relativise MSF - Solidarité Jeunes. Le cannabis remporte sans équivoques la palme de la drogue la plus consommée dans les situations rencontrées par MSF. En effet, les substances psychoactives se répartissent de la manière suivante sur les 132 cas suivis en 2000: cannabis - 103 cas, héroïne - 17, ecstasy - 5, solvants - 2, alcool - 1, médicaments - 1, LSD - 1, autres - 2. MSF - Solidarité Jeunes observe que d'année en année, la prédominance du cannabis semble accroître dans leur travail. Ainsi, si en 1999 il y avait encore 35 pour cent de prises en charge demandées pour des substances autres que le cannabis, elles ne représentent plus qu'environ 22 pour cent lors du dernier bilan annuel. MSF constate donc que le cannabis constitue un phénomène de société largement répandu. "Mais même si pour les jeunes adolescents la consommation représente une 'norme' dans leur groupe de pairs, il ne faut pas perdre de vue que leur entourage familial et institutionnel se sent souvent désemparé devant cette situation. [...] Finalement, nous tenons à dire qu'il ne faut ni banaliser ni dramatiser la consommation de cannabis et de ses dérivés, car même si un grand pourcentage des usagers jeunes et adultes l'utilise de manière tout à fait récréative et sans difficulté, il y en a certains qui vont vers l'autre extrême en dépassant leurs limites ou en glorifiant parfois même cet usage."

Jeunesse droguée

La protection de la jeunesse est un des buts avoués du législateur en matière de toxicomanies. Pourtant, des mineurs sont confrontés dans leur vie de tous les jours à toutes sortes de drogues légales et illégales. Parmi celles qui sont interdites, le cannabis a une place prédominante ...

ne ou l'autre drogue, qu'elle soit légale ou illégale.

N'y a-t-il pas de danger que MSF-Solidarité Jeunes tende quand même vers une certaine dramatisation, vu que les jeunes consommateurs-trices de cannabis représentent près de 80 pour cent de votre clientèle? En d'autres termes, sans dramatisation du cannabis deviendriez-vous inutiles?

Je n'ai pas cette peur. En fait, la situation qu'un jeune consomme du cannabis est souvent ressentie comme dramatique par les parents ou par différentes institutions. Notre travail consiste le plus souvent à dédramatiser dans ces cas, et à trouver des solutions et compromis concrets que l'on peut y appliquer. Notre rôle est souvent celui d'un médiateur.

En même temps il y a un certain paradoxe dans notre travail. Nous disons bien qu'il faut considérer les drogues illégales au même niveau que les autres comportements à risques d'un adolescent. D'un

autre côté nous faisons partie d'un projet spécifique pour consommation abusive de drogues. Ce paradoxe est évident, mais difficile à éviter, vu que nous recevons des subventions pour une offre de service bien spécifique.

Ressentez-vous encore un grand clivage entre vos positions et celles du Parquet ou de la Police?

Dès le début, MSF - Solidarité Jeunes a travaillé en impliquant les magistrats. Nous ne voulions plus voir de clivage à ce niveau, mais plutôt une complémentarité. Chacun a un rôle et une compétence bien définis à la poursuite d'un but commun: aider le jeune. Bien sûr, les moyens employés ne sont pas les mêmes. Mais il est important d'avoir une instance qui définit les limites que le jeune ne devra pas dépasser. Cela nous donne, à nous, la possibilité d'écouter sans juger; une façon de travailler dont nous avons parlé plus tôt. Avec un peu de confiance mutuelle, l'on peut ainsi travail-

ler très bien ensemble et non pas l'un contre l'autre.

Une légalisation du cannabis n'améliorerait-elle pas la situation générale?

Je pense que cela aiderait sans doute à dédramatiser peu à peu la thématique. Nous pouvons parler beaucoup aux parents et aux institutions, mais le fait que le cannabis est interdit représente un certain blocage. L'interdiction entraîne une seule solution possible: il faut arrêter nette la consommation en question. Le plus souvent, le jeune ne veut pourtant pas ne plus en consommer du tout. Toutes les solutions visant ainsi à réduire ou à régler sa consommation se situent dans l'illégalité, et ne sont donc que difficilement acceptables pour les parents et pour les institutions. La légalisation permettrait un autre travail, comme par exemple essayer de contrôler la consommation afin qu'elle n'influence plus tellement la vie du jeune.

D'un autre côté, je ne crois pas que l'on puisse légaliser, là, maintenant, le cannabis, sans que la société n'évolue encore un peu. Il faudrait plutôt arriver à responsabiliser la société et ses jeunes dans leurs comportements envers quoi que ce soit: drogues, voitures, etc ... Les comportements à risques des jeunes sont multiples, et apprendre à connaître ses limites n'est pas seulement utile en matière de drogues.

Interview réalisée par Germain Kerschen



Alain Massen de MSF - Solidarité Jeunes



Les jeunes consomment du cannabis, ou bien de manière récréative, ou bien pour fuir leurs problèmes.

CANNABIS AU LUXEMBOURG

Un tiers ignore la loi

La consommation de cannabis au Grand-Duché a été analysée en détail, l'année dernière, par le "Centre de prévention des toxicomanies".

(gk) - D'abord les chiffres: Consomment actuellement du cannabis 3,2 pour cent des 12 à 16 ans, 5,8 pour cent des 17 à 25 ans et 3,9 pour cent des 26 à 40 ans. Parmi les élèves de la huitième année d'études, la consommation - régulière ou non - s'élève à 4,7 pour cent. Un pourcentage qui augmente jusqu'à 13,3 pour cent en ce qui concerne la douzième année d'études. Le Centre de prévention constate, par rapport à des études plus anciennes, une certaine augmentation du taux de consommation. Dans la moyenne européenne, le Luxembourg ne fait pourtant pas état d'une situation exceptionnelle. Bien au contraire: on reste dans la norme.

Ces pourcentages augmentent néanmoins considérablement si l'on ajoute à ceux et celles qui consomment plus ou moins régulièrement, aussi

les personnes qui n'ont fait qu'essayer une fois au moins du cannabis. Pour les 12 à 16 ans, le pourcentage devient ainsi 7,2 pour cent; pour les 17 à 25 ans, 16,5 pour cent; et pour les 26 à 40 ans il est de 16,4 pour cent. 14,5 pour cent des élèves de huitième et 43,4 pour cent (!) de ceux et celles de douzième ont déjà essayé le cannabis. La différence que l'on observe avec les pourcentages précités, montre bien que beaucoup de jeunes abandonnent leur consommation après une certaine période d'essai. (La première consommation est généralement faite par curiosité.) Le Centre de prévention estime, toutefois, que la consommation de cannabis connaît une augmentation constante parmi ces groupes d'âge.

Mais le résultat le plus frappant de l'étude est le fait que 39 pour cent des élèves de 18

ans pensent que la consommation de cannabis n'est pas interdite ou bien n'en savent carrément rien. Dès lors, une conclusion s'impose: l'interdiction juridique n'est probablement pas une raison qui empêche la consommation. Les enquêtes effectuées dans les communes par le Centre de prévention, donnent les résultats suivants: 17 pour cent pensent que la consommation de cannabis est permise, et 21 pour cent déclarent même que la détention de petites quantités n'est pas punie par la loi. La vente de cannabis est, elle, considérée comme illégale par la majorité des gens. En d'autres mots, près d'un tiers de la population ne connaît pas, ou très peu, la législation nationale en matière de cannabis. Quand l'incertitude règne, on applique donc sa propre morale.

La faute des parents?

Le Centre de prévention a également cherché à savoir si le style éducatif des parents aurait une influence sur la consommation de cannabis

des jeunes? Sa conclusion: L'interdit parental, couplé à un style d'éducation démocratique, peut avoir des effets dissuasifs pour les 13 à 16 ans. Une éducation autoritaire et peu démocratique dissuaderait par contre très peu, en particulier en ce qui concerne les jeunes filles. Le centre constate également une certaine passivité de la part des parents de jeunes consommateurs-trices de cannabis. Ces parents sont, ou bien indifférents par rapport à cette consommation, ou bien ils ne voient aucun moyen de l'empêcher. On parle néanmoins ouvertement du cannabis dans la plupart des familles et ce malgré l'interdit. Pourtant, ce sujet doit encore faire face à certains tabous dès qu'il s'agit de le discuter au niveau politique et de la société en général.

En ce qui concerne l'évaluation des risques de dépendance, les personnes interrogées ne les estiment pas essentiellement plus grands que ceux qui sont liés à l'alcool et au tabac. Pour les 26 à 40 ans, le risque est même égal en ce

qui concerne ces trois drogues. Les consommateurs et consommatrices de cannabis ne voient que rarement leur consommation comme problématique. La prise de contact avec des services d'aide et de conseil passe ainsi le plus souvent par un tiers médiateur.

D'ailleurs, les personnes qui consomment du cannabis passent plutôt inaperçues. Quant à ceux et celles pour qui ce n'est pas le cas, on constate le plus souvent une consommation supplémentaire d'autres drogues légales ou illégales.

En conclusion, le "Centre de prévention des toxicomanies" estime que la restriction d'une possible situation problématique au cannabis seul, ne fait que voiler les implications d'ordre psychosocial qui peuvent se cacher derrière.